



# Existe-t-il un droit à une alimentation saine et durable en Europe ?

Elisabeth LAMBERT (SAGE, Strasbourg)

## Séminaire

Lundi  
**12 décembre**  
**2022**  
10h

Salle 320

École Nationale du Génie de  
l'Eau et de l'Environnement  
de Strasbourg

1 quai Koch, Strasbourg

Accès

Tram C, E, F – Arrêt Gallia

<http://engees.unistra.fr/site/ecole/infos-pratiques/acces-a-lengees/>

Contact

F. Destandau

francois.destandau@engees.unistra.fr

Il n'est pas aisé de répondre à la question de l'existence d'un droit à une alimentation saine et durable en Europe. Non seulement parce qu'il peut être difficile de se mettre d'accord sur la définition d'une alimentation saine et durable, mais également car ce thème se situe à l'intersection entre notre liberté individuelle de décider quoi manger/boire, la liberté de l'industrie de produire et de vendre des marchandises, et ces libertés doivent être combinées aux intérêts croissants en matière de santé publique et d'environnement.

Après avoir introduit la distinction entre un intérêt légitime pour, et un droit subjectif à une alimentation saine et durable, défini l'approche fondée sur les droits humains et donné une perspective historique de l'approche européenne comparée aux perspectives non européennes, Elisabeth Lambert utilisera des études de cas pour expliquer en quoi la reconnaissance d'un droit à une alimentation saine et durable présente autant de défis. Elle présentera des exemples issus de pays européens de l'Est comme de l'Ouest afin d'en déduire les leçons communes et les différences. Certains de ces résultats ont trait à l'importance des initiatives nationales - même isolées - et de la production de connaissances scientifiques, au rôle préjudiciable joué par certaines institutions supranationales (notamment l'Union européenne) ainsi qu'à l'influence de l'industrie, très complexe et variable d'un État à l'autre. Par conséquent, ce serait une grave erreur que de sous-estimer les vastes différences entre les cultures alimentaires et les systèmes juridiques des divers pays européens. Elisabeth Lambert conclura son séminaire en expliquant en quoi l'approche des droits humains a une valeur ajoutée, et pourquoi elle devrait être encouragée parallèlement au soutien actuel porté au droit à un environnement sain et durable.

